



Déclaration Liminaire au Conseil Commun de la Fonction Publique du 8 avril 2026

Monsieur le directeur général,

Nous avons déjà pu vous en faire part lors de notre dernière séance : la période inquiète particulièrement l'ensemble de la population, dont les agentes et agents publics. En effet, la guerre déclenchée par les Etats-Unis en Iran a des répercussions très larges. Si un fragile cessez le feu temporaire vient d'être mis en place, nous avons ici en premier lieu une pensée pour les populations civiles qui subissent les bombardements.

Les prix du gaz et du pétrole se sont envolés. On peut s'attendre à ce que cela soit également rapidement le cas sur les denrées alimentaires. L'inflation repart à la hausse. Tout comme l'eau, l'énergie est un besoin essentiel pour se déplacer ou se chauffer.

Dans ce contexte, de nombreuses et nombreux agent-es se retrouvent dans une situation économique extrêmement difficile. Aller travailler, en l'absence de transports en commun, coûte cher. Solidaires demande donc à la fois le blocage des prix du carburant et l'encadrement des prix de l'énergie. Aller travailler revient bien trop cher en regard des salaires pour lesquels aucune revalorisation n'est prévue cette année encore.

Au-delà de la non revalorisation de nos salaires et de ce que cela implique comme perte en euros constants, il faut également penser aux personnes à qui sont imposés des temps incomplets, comme les AESH dans l'Education par exemple.

Face à cette situation, Solidaires vous demande à nouveau l'ouverture d'une négociation salariale immédiate avec des mesures salariales générales importantes. Solidaires revendique ainsi la revalorisation du point d'indice, l'attribution de 85 points pour toutes et tous, l'indexation de la valeur du point pour toutes et tous.

Le GT rémunération que vous prévoyez doit être l'occasion d'avancées et d'annonces concrètes en matière indiciaire. Des primes inflations « one shot » ne seraient qu'un pansement, qui n'ont pas d'effet à long terme, et qui font même parfois perdre des prestations sociales aux plus précaires.

Il faut par ailleurs revenir d'urgence sur la GIPA, mécanisme certes insatisfaisant, mais permettant malgré tout d'éviter à de nombreuses agentes et agents de trop s'appauvrir, puisque c'est bien désormais la réalité dans la fonction publique.

Il en est de même pour le CMO qui doit être à nouveau être indemnisé à 100% pour l'ensemble des agentes et des agents. La diminution de son indemnisation est aujourd'hui fortement pénalisante, y compris pour les femmes enceintes.

Concernant les textes étudiés lors de ce CCFP, vous savez que nous souhaitons que le texte sur les ASA soit revu. Il est inacceptable qu'un décret dit de « sécurisation » se traduise par des reculs de droits dans un domaine aussi sensible, concernant toute agente et agent. C'est au contraire de nouveaux droits dont les agentes et agents ont besoin notamment il faut pouvoir enfin accordé un congé hormonal.

Une nouvelle fois, alors-même que vous souhaitez finaliser la négociation égalité professionnelle, nous ne pouvons que constater que les différents chantiers attaquent parallèlement les droits des agentes publiques. Il en est de même dans le chantier sur la transposition de la directive sur la transparence salariale. Cette transposition se fait au rabais, sans aucune volonté de rendre la Directive opérante, pour ne pas dire plus.

Solidaires vous le dit une nouvelle fois. Nous ne négocierons pas d'un côté l'accord égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - par ailleurs sans aucun moyen clairement fléché, ni contrainte pour éviter que ces mesures ne restent au stade des bonnes intentions – pour que ce soit repris d'un autre côté. Si le gouvernement s'entête à vouloir restreindre les droits de agent-es, Solidaires Fonction Publique prendra les dispositions nécessaires pour contester cette réforme y compris devant les juridictions compétentes.

Il est temps que l'on arrête de remercier les agentes et agents publics par temps de crise, tout en leur demandant systématiquement des efforts. Les agentes et les agents en font bien trop depuis longtemps déjà.

Il est temps de remettre des moyens pour les services publics et les agentes et agents qui les servent. C'est un des éléments essentiel de la lutte contre l'extrême droite

Solidaires le dira autant qu'il le faudra. Pas d'économies sur les services publics. Pas d'économies sur les vies des agentes et des agents publics.